



# NATIONS UNIES

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



## CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.  
GÉNÉRALE

A/36/270

S/14673 ✓

23 octobre 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

OCT 30 1981

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-sixième année

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-sixième session

Point 72 b) de l'ordre du jour

ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE ET SECOURS

EN CAS DE CATASTROPHE

### Assistance à la Zambie

#### Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 35/94 du 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a, notamment, prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle à la Zambie et de faire procéder à une étude de la situation économique de la Zambie et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays, en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session.
2. Comme suite à la résolution 35/94 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission se rende en Zambie en juin 1981 afin de s'entretenir avec le gouvernement. Le rapport de la mission, qui figure en annexe, récapitule la situation économique et financière du pays, met l'accent sur les graves problèmes de balance des paiements auxquels se heurte le pays et sur ceux de ses industries extractives et manufacturières, décrit ses principaux besoins en matière d'aide étrangère et rend compte de l'exécution du programme spécial d'assistance économique.
3. Au paragraphe 12 de la résolution 35/94, l'Assemblée générale a invité plusieurs institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies à attirer à nouveau l'attention de leurs organes directeurs sur les besoins particuliers de la Zambie et à rendre compte au Secrétaire général, avant le 15 août 1981, des décisions prises par ces organes. Les réponses des institutions et organismes ont été reproduites dans un rapport du Secrétaire général sur la Zambie et d'autres pays pour lesquels l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'organiser des programmes spéciaux d'assistance économique (A/36/599).

ANNEXE

Rapport de la mission d'étude en Zambie

(25-30 juin 1981)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 9	3
II. RESUME DES PRINCIPALES CONCLUSIONS .....	10 - 21	5
III. LA SITUATION ECONOMIQUE .....	22 - 53	7
A. Généralités .....	22 - 27	7
B. Activité économique .....	28 - 36	8
C. Balance des paiements .....	37 - 41	12
D. Finances publiques .....	42 - 46	14
E. Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe .....	47 - 48	17
F. Perspectives pour 1981 .....	49 - 53	18
IV. ASPECTS PARTICULIERS DE LA SITUATION EN ZAMBIE .....	54 - 72	20
A. Transports .....	54 - 57	20
B. Situation alimentaire .....	58 - 68	21
C. Réfugiés .....	69 - 72	23
V. BESOINS EN MATIERE DE RECONSTRUCTION ET DE RELEVEMENT .	73 - 109	25
A. Transports .....	73 - 96	25
1. Chemins de fer .....	75 - 85	25
a) Zambia Railways .....	75 - 79	25
b) Tanzania/Zambia Railways (TAZARA) .....	80 - 85	27

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
2. Transports routiers .....	86 - 95	28
a) Zambie-Tanzania Road Services (Services routiers Zambie-Tanzanie) .....	87 - 89	28
b) Contract Haulage Ltd. ....	90 - 92	30
c) United Bus Company .....	93 - 95	31
3. Transports aériens .....	96	32
B. Télécommunications .....	97	32
C. Relèvement de l'agriculture et autres projets dans les régions frontalières .....	98 - 109	33
1. Projets de mise en valeur des ressources en eau .....	99 - 101	33
2. Projets de lutte contre les maladies du bétail .....	102 - 103	33
3. Réparation et remplacement de bâtiments et de matériel .....	104 - 107	34
4. Routes et ponts .....	108 - 109	35
VI. PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE .....	110 - 113	36
A. Assistance internationale à certains projets de développement .....	111	36
B. Liste de projets supplémentaires .....	112 - 113	42

## I. INTRODUCTION

1. Les rapports précédents du Secrétaire général sur l'assistance à la Zambie (A/35/208-S/13924, A/34/407, A/33/343 et E/1978/114/Rev.1) énuméraient plusieurs résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.
2. Le 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a adopté la résolution 35/94 sur l'assistance à la Zambie. Elle y a demandé à la communauté internationale de fournir une assistance financière, matérielle et technique à la Zambie et prié le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique de la Zambie et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays, en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-sixième session.
3. Comme suite à la résolution 35/94 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission de visite se rende en Zambie du 25 au 30 juin 1981 afin de s'entretenir avec le gouvernement de la situation économique, des progrès accomplis dans l'exécution du programme spécial d'assistance économique et des besoins en matière de relèvement et de reconstruction. La mission avait à sa tête le Coordonnateur commun des programmes spéciaux d'assistance économique (Bureau des services du Secrétariat pour les questions politiques spéciales).
4. Cette mission de visite a été organisée en même temps que des missions analogues au Zimbabwe et au Mozambique pour faire en sorte qu'il soit pleinement tenu compte des programmes d'assistance liés à des projets régionaux.
5. Le Chef de la mission a été reçu par S. Exc. M. Kenneth D. Kaunda, président de la République de Zambie, qui a décrit les progrès accomplis dans l'exécution du programme de stabilisation économique et a brièvement exposé les besoins urgents en matière d'assistance.
6. La mission a rencontré le Ministre d'Etat chargé de la Commission de planification nationale, le Gouverneur de la Banque de Zambie, le Secrétaire permanent du Ministère des finances et l'Assistant spécial du Président pour la coopération économique, qui ont décrit la situation économique du pays et ses besoins les plus urgents en matière d'assistance.
7. Le Gouvernement zambien avait établi plusieurs documents d'information pour faciliter les travaux de la mission. Ces documents traitaient de l'état des finances publiques, des estimations de balance des paiements, des transports, de l'évolution de la situation économique et monétaire en 1980 et des besoins en matière de relèvement et de reconstruction.

8. Au cours de son séjour à Lusaka, la mission s'est régulièrement entretenue avec un comité de hauts fonctionnaires présidé par le Directeur général de la Commission de planification nationale. Outre des fonctionnaires de ladite commission, le Comité comprenait des représentants de la Banque de Zambie, du Ministère des finances, du Département de la coopération économique et technique, du Ministère de l'énergie, des transports et des communications, du Ministère du commerce, de l'industrie et du commerce extérieur, du Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des ressources en eau et du Ministère de l'intérieur. Les besoins en matière de reconstruction et de développement de la Zambie ainsi que divers aspects de la situation économique, ont été étudiés de façon approfondie au cours de ces réunions.

9. La mission tient à remercier le Gouvernement zambien du concours qu'il lui a prêté. Elle souhaite également exprimer sa reconnaissance au représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et aux autres représentants du système des Nations Unies en Zambie pour l'aide qu'ils lui ont apportée.

## II. RESUME DES PRINCIPALES CONCLUSIONS

10. Les médiocres résultats économiques des années 70 n'ont pas été améliorés en 1980 : le produit intérieur brut (PIB) n'a cru que de 0,9 p. 100 et, le PIB réel par habitant a été du même ordre de grandeur qu'en 1973.
11. Si les perspectives pour 1981 ne sont pas sensiblement meilleures, on s'attend du moins, pour la fin de l'année, à un redressement économique qui, espère-t-on se prolongera. Pendant la période 1981-1984, la Zambie épuisera les 800 millions de kwacha disponibles au titre de la facilité élargie du FMI <sup>1/</sup>. Ce mécanisme assure des concours pour le financement d'importations destinées à ranimer le secteur industriel face à une utilisation accrue des capacités de production existantes. Il aidera également la Zambie à faire face aux besoins d'importation liés à un programme triennal d'investissement parallèle.
12. La balance des paiements s'est nettement détériorée en 1980, en partie à cause des coûts à l'importation du pétrole et du maïs, plus élevés que prévu. Grâce à l'appui fourni par la facilité du FMI, l'équilibre paraît devoir être rétabli en 1981. Les arriérés de paiements extérieurs associés au déficit chronique dépassaient 500 millions de kwacha (soit près de 600 millions de dollars) au milieu de l'année 1981, mais on en prévoit maintenant une réduction progressive.
13. Le déficit des finances publiques a nettement augmenté en 1980, mais on escompte une amélioration sensible de la situation en 1981, du fait d'une importante réduction des subventions et d'une augmentation des recettes. On établit à l'heure actuelle un projet révisé de budget d'investissement pour 1981, qui constituera le premier élément de programme triennal d'investissement.
14. Du fait de l'utilisation croissante de la route du sud à travers le Zimbabwe et du fléchissement de l'activité économique en 1980, la situation des transports a été un peu moins tendue au cours de l'année. Cependant, d'importants investissements, d'environ 111,2 millions de kwacha (130 millions de dollars) sont actuellement nécessaires dans ce secteur si l'on veut parvenir à une utilisation efficace de l'infrastructure existante. De même, les services de télécommunications - en particulier vers le Zimbabwe - ont besoin de 2,7 millions de kwacha d'investissements de réaménagement.
15. La Zambie a encore connu un grave déficit alimentaire en 1979/80 et a dû importer 207 000 tonnes de maïs. Mais, pour 1980/81, elle devrait enregistrer un léger excédent de 90 000 tonnes. Pour parvenir à long terme à suffire à ses besoins de maïs, aliment de base, il faut que le pays puisse y consacrer un important apport de devises, sous la forme d'engrais, de semences et de matériel agricole, et développer la commercialisation, les services de vulgarisation et ceux de formation.

---

<sup>1/</sup> Un dollar E.U. = 0,858 kwacha (K).

16. La production actuelle de riz ne répond qu'à la moitié des besoins du pays et celle de blé n'entre que pour 6 p. 100 dans la consommation nationale. L'offre d'animaux de boucherie a baissé en 1980 du fait de la pénurie de moyens de transport et d'une épidémie de fièvre aphteuse. Un projet décennal établi par le gouvernement prévoit un investissement de 400 millions de kwacha (466 millions de dollars) dans l'agriculture, et plus particulièrement dans la production directe par l'Etat de denrées alimentaires et d'exportations vitales pour le pays, pour lesquelles il faut d'urgence une aide étrangère.

17. On estime que le nombre des réfugiés en Zambie dépasse 42 000. Un effort concerté a été accompli pour permettre à 28 000 réfugiés angolais de satisfaire eux-mêmes à leurs besoins essentiels, mais il faut une aide pour leur procurer des secours indispensables, l'eau potable, ainsi que les moyens nécessaires en matière d'éducation, de santé et de matériel agricole. D'autres réfugiés ont également besoin de secours en nature et d'initiation aux activités d'auto-assistance. Enfin, une aide est requise pour permettre au pays de renforcer l'infrastructure économique et administrative des secteurs où les réfugiés sont concentrés.

18. Pour réaménager les zones frontalières, il faut au Gouvernement zambien 2,9 millions de dollars pour exécuter un projet hydrographique dans le district de Gwembe et 1,2 million de dollars pour les projets d'aménagement hydraulique du district de Luangwa et de la région de Chirundu. De plus, les besoins enregistrés dans les rapports précédents en ce qui concerne le remplacement des vedettes rapides et des véhicules des services de police et de douane ainsi que du matériel des services publics desservant ces zones n'ont pas encore été satisfaits.

19. D'importants tronçons du réseau routier zambien doivent être réparés et modernisés d'urgence et les zones frontalières doivent être déminées. Il faudrait une aide extérieure pour l'accomplissement de ces tâches, de même que pour couvrir les coûts de remise en état de plusieurs grands ponts.

20. Des 29 projets de développement urgents énumérés dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/35/208), six seulement ont reçu tous les fonds nécessaires. Il faut toujours une assistance pour les autres.

21. Durant les années d'affrontement avec le régime illégal de Rhodésie du Sud, l'économie zambienne a connu de très graves reculs et distorsions. Le pays a été contraint de procéder à d'importants transferts de ressources, prélevés sur les projets d'équipement et les dépenses sociales, la priorité allant à la défense nationale et aux transports extérieurs. Les perspectives de redressement et de reconstruction économiques de la Zambie sont maintenant bonnes. Le moment est venu pour la communauté internationale de prendre sur elle une partie du fardeau de ce pays en lui fournissant une assistance accrue pour lui permettre d'assurer son relèvement après les sanctions imposées en 1973.

### III. LA SITUATION ECONOMIQUE

#### A. Généralités

22. Les précédents rapports du Secrétaire général examinaient la détérioration de la situation économique et financière en Zambie depuis la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud en janvier 1973 et montraient qu'il n'y a pratiquement eu aucune croissance du produit intérieur brut depuis cette époque. Il y a même eu en 1979 une baisse importante de 8 p. 100 du PIB. La population zambienne, qui était de 5 680 000 habitants en 1980, a augmenté de 40 p. 100 depuis 1969. Le grand programme de stabilisation économique lancé en 1978 et 1979, tout en améliorant la balance extérieure et en stabilisant le déficit budgétaire, a manifestement eu une incidence néfaste sur la croissance économique. Bien qu'une certaine amélioration ait été enregistrée en 1980, en particulier dans l'agriculture et les industries manufacturières, le PIB ne s'est élevé à prix constants que de 0,9 p. 100 environ. L'appui que le programme biennal d'ouvertures de crédits d'un montant de 325 millions de kwacha, mis sur pied en 1978 avec le FMI, était censé apporter à la croissance économique a été en grande partie perdu parce que cette période a été marquée par un affaiblissement des prix à l'exportation, une forte augmentation des prix du pétrole et une récolte de maïs anormalement modeste qui a nécessité un volume élevé d'importations. Aussi une grande partie de la facilité élargie du FMI a-t-elle dû être utilisée pour l'importation de biens de consommation.

23. Un concours au titre de la facilité élargie a maintenant été négocié avec le FMI, qui permettra à la Zambie de tirer 800 millions de kwacha pendant la période 1981-1984, dont 310 millions en 1981. On prévoit que cette facilité contribuera grandement au relèvement et à une utilisation accrue des capacités de l'infrastructure industrielle, de même qu'elle permettra d'importer en temps utile des fournitures agricoles. On compte que, par son rôle de stimulant de la croissance, cette facilité provoquera une amélioration considérable des résultats économiques durant les années à venir.

24. Cette facilité a été négociée en même temps qu'a été mis au point un programme d'investissement pour la période 1981-1983. Ce programme vise essentiellement à relever rapidement l'infrastructure industrielle existante, qui est sous-utilisée, de façon à en maximiser l'effet immédiat sur l'économie et l'emploi, ce qui doit aider à créer les ressources nécessaires au remboursement des tirages. Une autre caractéristique importante liée à l'utilisation de cette facilité sera de réduire de près de moitié les subventions accordées aux sociétés parapubliques (voir tableau 5), ce qui risque d'entraîner des augmentations momentanées des prix à la consommation (les subventions accordées pour la farine de maïs ont déjà été complètement supprimées) et, également, à moyen terme, une augmentation des emprunts directs à l'étranger par les plus grandes de ces sociétés. Globalement, les sociétés parapubliques représentent environ 80 p. 100 de l'activité économique des secteurs institutionnels.



25. Les espoirs d'obtenir un excédent de la balance des paiements et de maîtriser le déficit budgétaire ne se sont pas réalisés en 1980. La Zambie a connu un fort déficit courant, qui s'est élevé à 438 millions de kwacha, alors qu'elle avait enregistré un excédent de 118 millions de kwacha en 1979. Le déficit extérieur accumulé depuis 1973 dépasse actuellement 1 300 millions de kwacha. Faut de l'entrée de capitaux suffisantes, il y a eu accroissement continu des arriérés de paiements extérieurs, qui ont atteint quelque 472 millions de kwacha à la fin de 1980, contre 360 millions un an auparavant. Au milieu de 1981, les arriérés s'élevaient à 520 millions environ de kwacha, mais vont désormais diminuer progressivement grâce à l'utilisation de la facilité du FMI.

26. Le déficit global du budget national a enregistré une forte augmentation en 1980, avec un accroissement sensible des recettes comme des dépenses. Les entrées de capitaux ne couvrant qu'environ 30 p. 100 du déficit, les emprunts auprès du secteur bancaire intérieur se sont élevés à 237 millions de kwacha, contre 100 millions en 1979. En 1980, le taux d'inflation, qui avoisinait 10 p. 100, était proche de celui de 1979 et sensiblement inférieur au taux de 20,7 p. 100 enregistré en 1977.

27. Les difficultés persistantes de la Zambie sont pour une large part la conséquence de l'énorme fardeau économique supporté par le pays au cours de la période de la fermeture de la frontière, de 1973 à 1979, qui, à la fin de 1980, avait probablement coûté à l'économie plus de 1 milliard de kwacha. Sur cette somme, moins d'un quart a été couvert par des contributions de la communauté internationale donnant suite aux nombreux appels de l'Organisation des Nations Unies. Il apparaît clairement que même depuis l'indépendance du Zimbabwe, les répercussions de la lutte antérieure continuent à se faire sentir sur l'économie zambienne. Les difficultés de la Zambie ont donc toujours de quoi préoccuper la communauté internationale, qui doit d'urgence appuyer les mesures de redressement économique qui, avec son assistance, ont maintenant d'excellentes chances d'aboutir.

#### B. Activité économique

28. Le tableau 1 indique le produit intérieur brut, aux prix de 1970, pour les années 1975-1980. Le PIB réel a, dans l'ensemble, légèrement baissé au cours de cette période et n'a pas vraiment varié depuis 1973. Le chiffre de la population étant en 1980 de 5,68 millions et le produit intérieur brut s'élevant aux prix courants à 3 038 millions de kwacha, le PIB par habitant, aux prix courants, était de 535 kwacha (624 dollars américains), mais aux prix de 1970, il n'était que de 238 kwacha, chiffre guère différent de celui de 1973.

Tableau 1

Produit intérieur brut

(par branche d'activité économique, en prix constants 1970)

Ligne A : montants en millions de kwacha

Ligne B : pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

		1975	1976	1977	1978	1979	1980	Croissance annuelle moyenne de 1975 à 1980 (pourcentage)
PIB TOTAL	A	1 438,1	1 500,1	1 424,4	1 458,8	1 342,1	1 353,7	-1,2
se décomposant comme suit :	B	-	+4,3%	-5,0%	+2,4%	-8,0%	+0,9%	
Agriculture, sylviculture	A	157,0	166,9	168,2	169,0	153,4	166,5	+1,2
	B	-	+6,3%	+0,8%	+0,5%	-9,2%	+8,5%	
Mines et carrières	A	427,9	503,2	469,7	504,8	401,3	396,1	-1,5
	B	-	+17,5%	-6,7%	+7,5%	-20,5%	-1,3%	
Industries manufacturières	A	157,6	151,9	141,4	152,0	151,9	158,9	+0,16
	B	-	-3,6%	-6,9%	+7,5%	-0,0%	+4,6%	
Electricité, gaz et eau	A	48,9	52,6	57,8	58,3	62,6	66,5	+6,3
	B	-	+7,6%	+9,9%	+0,9%	+7,4%	+6,2%	
Construction	A	138,5	99,5	90,4	82,0	77,6	68,6	-13,1
	B	-	-28,2%	-9,1%	-9,3%	-5,4%	-11,6%	
Transports et communications	A	57,6	67,0	61,6	62,1	64,4	67,1	+3,1
	B	-	+16,3%	-8,2%	+1,0%	+3,5%	+4,4%	
Autres services <u>a/</u>	A	450,6	459,0	435,4	430,6	431,0	430,0	-0,9
	B	-	+1,9%	-5,1%	-1,1%	+0,1%	-0,2%	

Source : Gouvernement zambien.

a/ Y compris ceux des administrations publiques.

29. Le secteur agricole a enregistré une certaine amélioration en 1980, mais il n'a pas égalé les résultats obtenus au cours de la période 1976-1978. La production alimentaire par habitant a fortement baissé au cours des années 70. La production du secteur manufacturier a légèrement augmenté et s'est pratiquement hissée au niveau élevé enregistré en 1974. Au cours des huit premiers mois de 1980, l'indice de la production manufacturière est passé à 112 en moyenne contre 105 en 1979 et 100 en 1973. Le relèvement de ce secteur peut dans une certaine mesure être attribué à la réouverture des routes du sud aux transports. Cependant, le secteur de la construction a connu un déclin important et persistant et sa production a été en 1980 inférieure de moitié à celle de 1975. Cette évolution est en grande partie imputable à la baisse des dépenses d'équipement de l'Etat (en termes réels) et aux limitations imposées aux importations de matériaux de construction du fait du déficit de la balance extérieure que le pays a connu ces dernières années. Le recul de la construction a eu une incidence importante sur l'emploi dans les zones urbaines : ce secteur n'employait que 43 600 personnes au milieu de 1980, soit une baisse de 39 p. 100 par rapport à 1975.

30. Les industries extractives restent le pilier de l'économie, en fournissant environ un tiers du PIB et plus de 95 p. 100 des exportations. En 1980, la production de cuivre s'est élevée à 610 000 tonnes, contre 578 000 tonnes en 1979, et les ventes ont atteint 624 000 tonnes. Il se peut que la production et les ventes de cuivre n'atteignent pas en 1981 le chiffre prévu de 609 000 tonnes, car certaines couches, constituées de minerais plus pauvres, sont de plus en plus difficiles à exploiter et sont parfois abandonnées au profit de gisements à teneur en cobalt supérieure. La production de cobalt a été de 3 293 tonnes en 1980, mais les ventes n'ont porté que sur 1 903 tonnes. La valeur totale des ventes de minerais s'est élevée en 1980 à environ 1 200 millions de kwacha, contre 1 100 millions en 1979. Les recettes dégagées par l'Etat du secteur minier (impôt sur le revenu, redevances et impôts à la source) se sont chiffrées à 64 millions de kwacha; en 1979, ce secteur n'avait apporté aucune recette à l'Etat du fait des pertes reportées des années antérieures.

31. Les prix du cuivre ont poursuivi leur redressement par rapport au creux de 1975, soit environ 800 kwacha la tonne, pour atteindre en février 1980 un maximum de plus de 2 000 kwacha la tonne, mais retomber ensuite jusqu'au milieu de 1980; en conséquence, le prix moyen pour l'année a été d'environ 1 730 kwacha la tonne. La consommation de cuivre des pays industrialisés à économie de marché est revenue de 7,7 millions de tonnes en 1979 à 7,4 millions de tonnes en 1980. Malgré un raffermissement marginal des cours du cuivre en 1981, il est peu probable que la situation s'améliore sensiblement. Pour l'année entière, les prix moyens ont été estimés, aux fins de l'établissement du budget, à 1 900 kwacha la tonne. Or, les coûts à la vente sont passés à 1 500 kwacha la tonne en 1980, soit une hausse de 16 p. 100 par rapport à 1979.

32. Les prix du cobalt sont demeurés stables au cours de 1980, à 24,90 dollars la livre, mais ont baissé considérablement au début de l'année 1981 pour s'établir à 14,50 dollars la livre en milieu d'année, et il sera peut-être difficile de parvenir au chiffre de 20 dollars la livre qui a été retenu dans le projet de budget pour 1981.

33. Les difficultés économiques qu'a connues la Zambie au cours des années 70 peuvent être examinées à la lumière du tableau 2, qui montre l'utilisation des ressources économiques disponibles en 1975 et en 1980.

Tableau 2

Emploi des ressources économiques

(1)	1975 aux prix de 1975 (en millions de kwacha)	Variation en volume de 1975 à 1980 (en pourcentage)	Variation de prix de 1975 à 1980 (en pourcentage)	1980 aux prix de 1980 (en millions de kwacha)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<u>Ressources</u>				
PIB	1 583,4	- 5,9	+103,9	3 038,2
<u>Importations</u>	<u>883,8</u>	<u>-44,2</u>	<u>+157,7</u>	<u>1 271,0</u>
Total	2 467,2	-19,6	+117,3	4 309,2
<u>Emplois</u>				
Consommation publique	435,7	-10,2	+113,5	835,3
Consommation privée	814,5	+ 1,7	+ 95,4	1 618,7
Stocks	+40,0	-	-	55,0
Formation brute de capital	<u>602,0</u>	<u>-58,8</u>	<u>+139,5</u>	<u>594,0</u>
Total des emplois intérieurs	1 892,2	-20,6	+106,4	3 103,0
<u>Exportations</u>	<u>595,0</u>	<u>-19,2</u>	<u>+159,6</u>	<u>1 206,2</u>
Total	2 467,2	-19,6	+117,3	4 309,2

Source : Gouvernement zambien.

34. En 1980, les ressources économiques de la Zambie, évaluées en termes réels, ont été inférieures de près de 20 p. 100 à ce qu'elles étaient en 1975. Il en est résulté, entre autres effets, une diminution brutale, de près de 60 p. 100, de la formation brute de capital. La baisse de la consommation publique, qui a été de 10 p. 100 en termes réels, et donc bien supérieure par habitant, montre comment la situation des années 70 a entraîné des déséquilibres sur le plan de l'affectation des ressources, au détriment notamment des secteurs sociaux. Les services d'éducation et de santé en ont beaucoup pâti. La consommation privée par habitant a été sensiblement plus faible en 1980 qu'en 1975.

/...

35. Le recensement de 1980 a dénombré 5,68 millions d'habitants, soit un accroissement de près de 40 p. 100 depuis le précédent, datant de 1969. Le taux moyen de croissance démographique a été de 3,1 p. 100 au cours de cette période, alors qu'il s'était situé en moyenne à 2,5 p. 100 pendant les années 1963-1969. Cette augmentation du taux de croissance démographique est essentiellement due à la baisse du taux de mortalité. La population urbaine constitue à l'heure actuelle 43 p. 100 de la population totale, contre 20,5 p. 100 en 1963 et 29,4 p. 100 en 1969; de 1969 à 1980, le taux de croissance urbaine s'est établi à 6,7 p. 100 par an en moyenne, contre 1,1 p. 100 par an pour le taux de croissance rurale. Cinquante-cinq pour cent de la population zambienne vivent le long de la "ligne de chemin de fer", c'est-à-dire de l'axe qui traverse le pays du nord au sud entre la "Copperbelt" et Livingstone.

36. Depuis 1975, le niveau de l'emploi a baissé ou stagné. En 1975, on comptait 393 500 emplois salariés, et il n'y en avait plus que 384 100 au milieu de l'année 1980. Les perspectives de l'emploi pour 1981 ne sont guère encourageantes, encore qu'un redressement des activités manufacturières, associé à une augmentation des dépenses d'équipement du secteur public - en particulier dans les zones rurales - puisse beaucoup faire pour améliorer la situation.

#### C. Balance des paiements

37. Le compte des opérations courantes et la balance globale ont été excédentaires en 1979. On a toutefois enregistré en 1980 une très importante diminution de l'excédent commercial et une nette aggravation du déficit des invisibles, ce qui s'est traduit par un déficit de 438 millions de kwacha de la balance des opérations courantes. Compte tenu de l'excédent de 104 millions de kwacha du compte des opérations en capital, le déficit global s'élève à 334 millions de kwacha.

Tableau 3

Balance des paiements, 1979-1981

(En millions de kwacha)

	Résultats 1979	Résultats provisoires 1980	Prévisions 1981
Exportations, f.o.b.	1 146,2	953,8	1 230
Importations, f.o.b.	<u>613,8</u>	<u>896,3</u>	<u>920</u>
Balance commerciale	+532,4	+ 57,5	+320
Services non facteurs (net)	-255	-244	-320
Revenu des investissements (net)	- 99	-183	- 60
Transferts sans contrepartie (net)	<u>- 60</u>	<u>- 69</u>	<u>- 60</u>
Invisibles, net	-414	-496	-480
Balance des paiements courants	+118	-438	-160
Compte des opérations en capital	<u>+112</u>	<u>+104</u>	<u>+160 a/</u>
BALANCE GLOBALE	<u>+230</u>	<u>-334</u>	<u>0</u>

Source : Gouvernement zambien.

a/ Compte tenu de la facilité élargie du FMI.

38. Les importations totales se sont élevées en 1980 à 896 millions de kwacha, dont 148 millions de kwacha pour les importations de pétrole brut et 35 millions pour les importations de maïs (la Zambie a dû importer inopinément en 1980 près de 40 p. 100 du maïs nécessaire à la consommation intérieure; elle devrait toutefois parvenir à satisfaire la quasi-totalité de ses besoins de maïs en 1981).

39. D'après les projections, la balance des paiements devrait connaître en 1981 une amélioration considérable par rapport à 1980, à condition toutefois que la production de cuivre atteigne comme prévu 600 000 tonnes et que les prix du cuivre et du cobalt restent relativement stables.

40. La détérioration des termes de l'échange constitue un grave problème depuis 1973 : l'indice des termes de l'échange, qui avait atteint 93 en 1973, est tombé à 33 en 1978. Il a légèrement remonté en 1980 pour atteindre 43, soit le niveau enregistré en 1975 (voir le tableau 4).

Tableau 4

Termes de l'échange

(base 1970=100)

Année	Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes de l'échange
1971	78	105	74
1972	80	111	72
1973	117	126	93
1974	134	157	85
1975	84	194	43
1976	100	217	46
1977	97	249	39
1978	100	307	33
1979	185	381	49
1980	218	502	44

Source : Gouvernement zambien

41. La dette publique extérieure de la Zambie, à l'exclusion des obligations de remboursement au FMI, s'élevait à 1 milliard 37 millions de kwacha à la fin de 1980, contre 766 millions de kwacha l'année précédente. Les remboursements (principal et intérêts) se sont élevés à 74,6 millions de kwacha en 1980, soit 8 p. 100 des recettes d'exportation. En outre, les redevances liées aux facilités du FMI se sont élevées à 23,5 millions de kwacha. De plus, le gouvernement a garanti les emprunts extérieurs de sociétés parapubliques, qui s'élevaient à 486 millions de kwacha à la fin de 1979.

#### D. Finances publiques

42. Depuis 1976, les recettes publiques augmentent à un taux annuel moyen de près de 15 p. 100 et elles se sont élevées à 762 millions de kwacha en 1980. Au cours des années 70, les recettes provenant des impôts sur les sociétés minières 2/ ont baissé au profit des recettes plus stables provenant des droits de douane et des impôts indirects 3/. Les dépenses de fonctionnement ont toutefois suivi l'évolution des recettes et fortement augmenté en 1980 pour s'élever à 1 milliard 33 millions de kwacha, ce qui s'est traduit par un déficit courant de 271 millions de kwacha.

2/ Au cours des années 70, les recettes provenant des impôts sur les sociétés minières ont représenté 39 p. 100 des recettes totales en 1970 et en 1974; elles ont toutefois été pratiquement nulles au cours de la période 1976-1979 et n'ont atteint que 6 p. 100 en 1980. La part de ces recettes dans le budget de 1981 devrait être marginale et s'élever seulement à 2 millions de kwacha, soit 0,24 p. 100.

3/ Depuis 1975, les revenus des droits de douanes et des impôts indirects sont légèrement plus importants que les recettes perçues au titre de l'impôt sur le revenu; ensemble ils représentent environ 85 p. 100 des recettes perçues au cours des dernières années.

Tableau 5

Finances publiques

(Millions de kwacha, aux prix courants)

Poste	Résultats				1980	1981
	1976	1977	1978	1979	Résultats provisoires	Prévisions
<b>COMPTE DES OPERATIONS COURANTES</b>						
Recettes ordinaires	443,0	499,1	549,0	592,8	762,4	824,6
Dépenses ordinaires	608,9	660,7	647,1	791,0	1 033,1	957,2
dont : subventions	( 59,8)	( 66,2)	( 42,1)	(102,1)	( 208,0)	(124,7)
Déficit	165,9	161,6	97,2	198,2	270,7	132,6
<b>COMPTE DES OPERATIONS EN CAPITAL</b>						
Subventions en capital, remboursement et divers	+192,5 <sup>a/</sup>	+ 40,7	+ 34,4	+ 41,9	+ 32,4	+ 62,2
Dépenses en capital	327,5 <sup>a/</sup>	160,3	168,3	165,4	388,6 <sup>b/</sup>	225,8
Solde net	135,0	119,6	133,9	123,5	356,2	163,6
<b>DEFICIT GLOBAL</b>	300,9	281,2	231,1	321,7	626,9 <sup>b/</sup>	296,2
<b>FINANCEMENT</b>						
Interne	248,1	221,4	171,1	141,4	496,9	197,4
dont : financement non bancaire	( 58,4)	( 40,0)	( 42,0)	( 41,0)	( 65,3)	( 69,0)
financement bancaire	(189,7)	(183,4)	(129,1)	(100,4)	( 431,9) <sup>b/</sup>	(128,4)
Extérieur	52,9	57,8	60,0	180,3	130,0	98,8

Source : Gouvernement zambien.

a/ Y compris 166,1 millions au titre de la vente Chemins de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA).

b/ Y compris 194,6 millions d'ajustements comptables.

43. Les dépenses afférentes à des obligations constitutionnelles et réglementaires, qui comprennent les dépenses liées à la défense et le service de la dette publique, sont passées de 19 p. 100 en 1970 à 40 p. 100 en 1979 du montant total des dépenses



ordinaires. Cette hausse s'est faite dans une large mesure aux dépens des investissements du secteur public, qui ont diminué en valeur réelle depuis 1975. Les dépenses en capital, qui se sont élevées au cours des dernières années à 160 millions de kwacha environ, représentaient 27 p. 100 du total des dépenses publiques en 1976 et seulement 20 p. 100 en 1980. Elles devraient augmenter légèrement en 1981 pour atteindre 21,5 p. 100 4/.

44. Les chiffres ci-dessus indiquent bien la part croissante des ressources publiques consacrées à la défense aux dépens des projets et programmes de développement économique en raison de la situation politique existant en Afrique australe, notamment la fermeture de la frontière avec la Rhodésie du Sud et l'affrontement avec le régime illégal de ce pays. Cette situation a beaucoup contribué à la stagnation du PIB et du revenu réel par habitant au cours des années 70.

45. En raison de très fortes réductions des subventions, le déficit ne devrait être que d'environ 133 millions de kwacha en 1981, soit légèrement moins que la moyenne enregistrée au cours de la période 1976-1979. Le déficit public global a été financé au moyen de sources nationales et extérieures, la part de ces dernières étant sensiblement plus importante depuis 1979. Le secteur bancaire est la principale source intérieure de financement du déficit. La dette publique intérieure était de 438 millions de kwacha à la fin de 1980, contre 396 millions en 1979.

46. Le tableau ci-dessous montre comment les dépenses publiques, notamment l'investissement, sont restées faibles en valeur réelle au cours des cinq dernières années.

Tableau 6

<u>Année</u>	<u>DEPENSES ORDINAIRES</u>		<u>DEPENSES EN CAPITAL</u>	
	<u>Prix courants</u>	<u>Prix constants</u>	<u>Prix courants</u>	<u>Prix constants</u>
1976	608,9	608,9	327,5 <u>a/</u>	327,5 <u>a/</u>
1977	660,7	639,6	160,3	123,2
1978	647,1	510,6	168,3	114,6
1979	791,0	642,2	165,4	93,9
1980	1 033,1	929,8	388,6 <u>b/</u>	216,3 <u>a/</u>
1981 (estimations)	957,2	679,6	225,8	122,8

Source : Gouvernement zambien.

a/ Y compris le prêt à la TAZARA. Abstraction faite de ce prêt, les dépenses s'élèvent à 172 millions de kwacha.

b/ Y compris 194,6 millions de kwacha d'ajustements comptables pour les entreprises parapubliques. Si l'on ne tient pas compte de ces ajustements, les dépenses s'élèvent à 194 millions de kwacha.

c/ 108,1 millions de kwacha après ajustements comptables.

4/ Les investissements du secteur public représentaient 19 p. 100 du PIB en 1975 mais 11 p. 100 en 1975 et 4 p. 100 seulement en 1979. Elles ont augmenté légèrement en 1980 pour atteindre 6,4 p. 100.

E. Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe

47. La Zambie, sous l'égide de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) <sup>5/</sup>, est le principal artisan de la création du Fonds de développement de l'Afrique australe et prend des mesures préparatoires à cette fin. Les progrès les plus marquants réalisés à ce jour dans le cadre de la SADCC ont trait à la Commission des transports et des communications, qui est maintenant opérationnelle à Maputo. Sur les 97 projets identifiés dans le secteur des transports et des communications, 22 sont en cours d'exécution, 26 font l'objet de négociations avec des donateurs éventuels et 20 autres seront bientôt soumis à des donateurs potentiels.

48. Plusieurs projets de la SADCC en matière de transports ont trait, dans une plus ou moins large mesure, à la Zambie, y compris les projets suivants :

a) Les besoins de la TAZARA (voir le paragraphe 86); outre l'appui fourni par la République fédérale d'Allemagne, des discussions sont également en cours avec deux autres donateurs potentiels;

b) Un donateur devrait entreprendre une étude de préfaisabilité de l'électrification de voies ferrées en Zambie, en liaison avec des projets similaires au Zimbabwe;

c) Une liaison ferroviaire entre la ville de Chipata, située dans la province orientale et le Malawi, est en cours d'étude. Elle permettrait de relier par la suite Chipata à la ligne de la TAZARA en direction du nord;

d) La route Kafue-Chirundu (qui est la principale voie d'accès à Salisbury) devrait être remise en état avec l'aide des Etats-Unis;

e) Un donateur potentiel s'est déclaré intéressé par la construction d'un pont à Kazungula pour améliorer la liaison routière avec le Botswana. Une étude de préfaisabilité pourrait être entreprise sous peu;

f) Le programme routier régional de la SADCC prévoit la construction d'une route reliant les provinces orientale et septentrionale de la Zambie;

g) La modernisation des aéroports régionaux zambiens, y compris Ndola, en vue d'accueillir des avions à réaction plus importants;

h) Une liaison hyperfréquences Livingstone-Bulawayo-Francistown est en cours de réalisation avec l'assistance des pays nordiques. De nouvelles liaisons avec l'Angola, le Zaïre et le Malawi sont également à l'étude.

---

<sup>5/</sup> Regroupant l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

F. Perspectives pour 1981

49. Il est apparu à la mi-81 que la somme de 226 millions de kwacha inscrite au budget pour les dépenses en capital du secteur public était trop élevée, et un plan moins ambitieux, représentant environ 60 à 70 p. 100 du projet initial, est en cours d'élaboration. Le programme révisé d'investissements pour 1981 constituera la première tranche du programme d'investissements pour la période 1981-1983, qui bénéficiera des apports de devises prévus au titre de la facilité élargie du FMI. Une fois le programme triennal fixé, seuls des besoins urgents et imprévus pourront être pris en compte au cours de cette période, mais les nouveaux projets ne représenteront en aucun cas plus de 15 p. 100 du programme total d'investissements.

50. Les recettes perçues au cours du premier semestre de 1981 étaient inférieures aux prévisions budgétaires. Cet écart a été dû dans une certaine mesure au fait que la première tranche de 130 millions de kwacha versée par le FMI n'a été disponible qu'avec deux mois de retard, de sorte que les importations ont été moins importantes que prévu, d'où une baisse sensible des rentrées fournies par les droits de douane et les impôts indirects. Le déficit intérieur pourrait donc être plus important que prévu.

51. Le budget de 1981 prévoyait la production et la vente de 609 000 tonnes de cuivre, mais il se peut que la production effective soit de 5 à 10 p. 100 inférieure à ce chiffre. Les prix du cuivre ne devraient pas baisser jusqu'à la fin de 1981, alors que le prix moyen du cobalt pourrait être sensiblement inférieur au chiffre utilisé pour établir les prévisions budgétaires. Il est donc probable que l'allègement du déficit de la balance des paiements assuré en 1981 par l'appui fourni par le FMI au titre de la facilité élargie sera partiellement compensé par l'évolution défavorable de ces deux produits d'exportation principaux.

52. L'arrangement conclu avec le FMI permettra entre autres de rembourser à leur terme les obligations en devises. En outre, le tiers environ des fonds disponibles en 1981, soit environ 100 millions de kwacha, ainsi que les tranches des crédits ouverts au titre de la facilité qui seront versées en 1982 et 1983 serviront à payer une partie des arriérés accumulés. Toutefois, la facilité servira essentiellement à financer un programme d'importations de biens industriels, de pièces détachées et de matériel de rechange pour utiliser davantage le potentiel industriel existant, et à faciliter les paiements en devises afférents au programme d'investissements pour 1981-1983. Ce programme devrait se traduire par une croissance du PIB et une amélioration de la balance commerciale, et permettra à la Zambie de rembourser en huit ans à partir de 1984 la ligne de crédit du FMI (le remboursement de celle du programme 1978-1979 a déjà commencé).

53. Le Zimbabwe étant devenu indépendant, la Zambie met en oeuvre un programme de redressement et d'expansion économique, après les graves distorsions intervenues pendant la période d'application des sanctions. Des institutions financières internationales ont offert un appui en cette période critique. Le moment est particulièrement bien choisi pour que d'autres donateurs augmentent

sensiblement leur assistance et que de nouveaux donateurs apportent la leur afin de permettre à la Zambie d'asseoir plus solidement la relance de l'activité et une vigoureuse croissance de l'économie. Les donateurs sont vivement engagés à ne pas perdre de vue que dans les circonstances actuelles, de fortes contraintes s'opposent à un accroissement du déficit budgétaire intérieur, ce qui signifie qu'ils devraient être prêts, chaque fois que cela est possible, à financer une part importante des dépenses locales afin que l'assistance extérieure supplémentaire accordée soit convenablement employée.

#### IV. ASPECTS PARTICULIERS DE LA SITUATION EN ZAMBIE

##### A. Transports

54. Le précédent rapport du Secrétaire général (A/35/208-S/13924) présentait un résumé de l'évolution des transports en Zambie depuis 15 ans et une analyse du trafic sur les différents itinéraires au cours des dernières années. Le tableau 7 ci-dessous montre l'évolution de la structure du trafic de 1978 à 1980.

Tableau 7

Trafic extérieur de marchandises de la Zambie  
(En milliers de tonnes)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980 a/</u>
Zaïre (rail)	98	53	49
Dar-es-Salam (route)	226	305	367
Dar-es-Salam (rail)	856	452	513
Nacala/Beira, via le Malawi (route/rail)	33	46	8
Beira (route/rail)	71	21	-
Zimbabwe (route)	-	-	80
Zimbabwe (rail)	136	637	659
Botswana (route)	34	1	-
Divers (y compris les liaisons aériennes)	17	32	23
Total	<u>1 471</u>	<u>1 547</u>	<u>1 699</u>

a/ Extrapolation pour l'année sur la base des 11 premiers mois.

55. Le trafic avec le Zimbabwe a pris une place beaucoup plus importante : 43 p. 100 environ des exportations et des importations ont emprunté cet itinéraire en 1980, alors que 52 p. 100 seulement des marchandises étaient acheminées par la Tanzanie, contre 83 p. 100 en 1977. L'itinéraire par le Botswana via le bac de Kazungula (qui a été attaqué et détruit en avril 1979) n'est plus utilisé. La liaison route/rail vers Beira, via Moatize, n'a pas été utilisée en 1980, mais le sera pour l'importation d'engrais en 1981.

56. De précédents rapports ont examiné les graves problèmes nés des attaques menées à la fin de 1979 par la Rhodésie du Sud contre les ponts routiers et ferroviaires zambiens, attaques qui ont fait l'objet de la résolution 455 (1979) du Conseil de sécurité. Comme indiqué dans la section V ci-dessous, les premières difficultés sont maintenant largement résolues.

57. Le Zimbabwe étant devenu indépendant, il est à présent possible de mettre en oeuvre des programmes d'investissements intérieurs et internationaux afin de soutenir la reconstruction économique en cours et de satisfaire aux besoins normaux du développement. Les investissements nécessaires à cet effet sont décrits dans la section V ci-dessous.

## B. Situation alimentaire

### 1. Maïs

58. La Zambie a connu une pénurie de l'aliment de base qu'est pour elle le maïs en 1978/79 et en 1979/80. Bien que les superficies plantées durant la campagne 1979/80 aient été considérablement plus étendues que lors des campagnes précédentes, les rendements sont restés faibles en raison d'une sécheresse prolongée. Le manque de devises a également eu des conséquences néfastes sur la production agricole, car il a été nécessaire de réduire les importations d'engrais, de semences, de machines et matériel agricoles et d'aliments pour le bétail.

59. Les quantités de maïs mises sur le marché au cours de la campagne 1979/80, se sont élevées à 378 000 tonnes, soit beaucoup moins que la demande totale, qui était de 720 000 tonnes. Environ 207 000 tonnes ont été importées pour combler une grande partie du déficit.

60. Bien que les estimations de la production de maïs durant la campagne 1980/81 ne soient pas encore disponibles, le gouvernement pense qu'en raison des bonnes conditions atmosphériques, la récolte permettra de subvenir aux besoins, et peut-être même de disposer d'un excédent de 90 000 tonnes qui servira à constituer une réserve d'urgence. Les prix à la production ont été relevés de 18 p. 100 pour la campagne 1981/82. Les transports intérieurs et l'emmagasiner posent de graves problèmes pour cette récolte.

### 2. Riz

61. La superficie totale des terres plantées qui sont cultivées est passée de 3 100 ha en 1978/79 à 5 100 en 1979/80, soit une augmentation de 65 p. 100. On pense que 2 104 tonnes de riz seront mises sur le marché, soit 14 p. 100 de plus que durant la campagne précédente. La production actuelle ne couvre toutefois que la moitié environ de la demande intérieure totale.

### 3. Blé

62. La superficie totale des emblavures, cultures pluviales et irriguées confondues, a été de 2 400 ha en 1979/80, contre 2 100 ha durant la campagne précédente, soit une progression de 14 p. 100. La production s'est élevée aux alentours de 7 000 tonnes en 1980, une hausse d'à peu près 7 p. 100. La production actuelle ne couvre toutefois que 6 p. 100 de la consommation, qui s'élève à 115 000 tonnes par an.

4. Arachides

63. Les superficies cultivées ont diminué de 7 p. 100 en 1979/80, et 2 000 tonnes d'arachides seulement ont été mises sur le marché.

5. Fèves de soja

64. Les surfaces cultivées ont considérablement augmenté au cours de la campagne 1979/80, et 3 420 tonnes ont été commercialisées en tout, contre 1 294 tonnes au cours de la campagne précédente.

6. Graines de tournesol

65. La production commercialisée a augmenté de 43 p. 100 durant la campagne 1979/80 atteignant 17 000 tonnes contre 12 000 tonnes en 1978/79. La production actuelle ne couvre cependant que 58 p. 100 des besoins du pays. Le gouvernement a relevé les prix à la production de 20 p. 100 pour la campagne 1980/81.

7. Fonctionnement de l'Office national de commercialisation agricole (National Agricultural Board) (NAMBOARD)

66. L'Office n'a pas résolu tous les problèmes concernant la manutention des céréales et les fournitures agricoles, problèmes dus à un matériel de manutention, un réseau de transport de des installations d'emmagasiner inadaptés. On envisage de réorganiser l'Office et de limiter son activité à l'importation de maïs et d'engrais, à la distribution de maïs provenant des régions excédentaires dans les régions déficitaires et à la vente d'engrais aux coopératives. Les unions de coopératives se chargeront des achats de maïs au niveau provincial et de la vente d'engrais au détail.

8. Bétail

67. Le cheptel bovin a baissé en 1980. L'Office de conservation frigorifique (Cold Storage Board) avait prévu d'acheter environ 25 000 têtes en 1980, mais n'a pu en acquérir que 15 500. La réduction du cheptel est due à l'insuffisance des moyens de transport, à un manque de fonds et à une épidémie de fièvre aphteuse dans la province méridionale.

9. Le plan décennal

68. Le gouvernement a lancé en mai 1980 un Programme de production alimentaire décennal ("Operation Food Production Programme") qui met l'accent sur la production directe par l'Etat d'aliments stratégiques et de produits agricoles destinés à l'exportation. Les investissements nécessaires, financés à l'aide de ressources nationales et étrangères, devraient s'élever au total à 400 millions de kwacha. Jusqu'à présent, 18 fermes d'Etat, d'une taille comprise entre 13 000 et 60 000 ha ont été enregistrées en tant que sociétés agricoles autonomes et les études de pré-faisabilité sur ces fermes sont terminées. Une fois les études de faisabilité achevées, en 1981, les plans d'exploitation de fermes d'Etat seront mis au point en consultation avec les donateurs étrangers potentiels.

C. Réfugiés

69. On estime que 42 000 réfugiés, dont le tableau ci-dessous (tableau 8) donne le détail, vivent actuellement en Zambie.

Tableau 8

A. Réfugiés vivant en Zambie

Endroit						
Nationalité	Meheba	Mayukwayukwa	Ferme de l'ANC	Nyango	Installation spontanée	Total
Angolais	10 830	1 200	-	-	16 000	28 030
Zaïrois	1 000	-	-	-	6 000	7 000
Sud-Africains	-	-	3 500	-	-	3 500
Namibiens	170	-	-	2 500	-	2 670
Total	12 000	1 200	3 500	2 500	22 000	41 200
Réfugiés vivant en zone urbaine						<u>860</u>
Total						42 060

B. Répartition approximative des réfugiés vivant en zone urbaine

Angolais	80
Zaïrois	60
Sud-africains	170
Namibiens	140
Autres	<u>410</u>
Total	<u>860</u>

70. Le problème des réfugiés zimbabwéens, qui étaient environ 45 000 en 1980, est maintenant pratiquement résolu, et la plupart d'entre eux ont regagné leur foyer. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) accorde toutefois encore des bourses à certains étudiants zimbabwéens qui sont en cours d'études. Cependant, le nombre des réfugiés en provenance d'autres pays a augmenté. La communauté internationale a fourni une assistance considérable pour la création d'établissements ruraux, l'octroi de bourses d'études et la création de nouveaux centres d'enseignement, ainsi qu'en matière d'aide et de conseils. Toutefois, à l'exception des habitants des colonies agricoles de Mayukwayukwa et de Meheba, tous les réfugiés vivant en Zambie ont encore besoin d'une assistance substantielle pour parvenir à un minimum d'autonomie. C'est notamment le cas d'un groupe de réfugiés installés spontanément (sans être enregistrés) dans la province du nord-ouest et qui a besoin de fournitures de base, d'eau potable ainsi que de moyens d'enseignement, de services de santé et de matériels agricoles.



71. La colonie rurale de Mayukwayukwa a ouvert ses portes en 1966 et a été confiée au Gouvernement zambien en 1973. A la fin de 1980, elle accueillait 1 202 réfugiés angolais. Grâce aux efforts qui y ont été déployés, elle subvient pratiquement à tous ses besoins de base et ne reçoit d'assistance que pour ses programmes d'enseignement secondaire. La colonie rurale de Meheba a été ouverte en 1971. Le Gouvernement zambien a donné le terrain, et la Fédération luthérienne mondiale/Service chrétien zambien pour les réfugiés exécute avec l'assistance du HCR un projet tendant à l'autosuffisance de base pour la fin de 1981. Toutefois, une assistance complémentaire en matière de santé et d'enseignement est également nécessaire.

72. A la demande du gouvernement, le HCR a envoyé dans la province occidentale en février 1981 une mission qui a recensé environ 3 000 réfugiés angolais à Mongu et 2 000 à Lukulu et à Kalabo. D'autres concentrations de réfugiés sont signalées en différents endroits de la frontière angolaise; le gouvernement estime le nombre de ces réfugiés à 10 000. Ils semblent être en Zambie depuis quelque temps et se sont dans une certaine mesure intégrés à la population locale. En raison de deux années de sécheresse consécutives et de la dégradation de la sécurité dans la région, ces réfugiés ont maintenant un besoin urgent d'assistance sous forme d'aliments, de médicaments, de couvertures, de vêtements, etc. ainsi que de moyens de transport pour les services de secours. Le gouvernement a également besoin de ressources pour renforcer l'infrastructure existante, et notamment les établissements d'enseignement, les centres de santé et les services de protection sociale. En outre, une assistance est nécessaire pour parvenir à des solutions à long terme et créer des activités d'autoassistance rémunératrices notamment à travers des projets concernant les industries alimentaires (y compris les huiles et les jus de fruits), la fabrication de mobilier, la création d'une tannerie et le développement de l'artisanat, ainsi que pour la construction de routes d'accès et de puits instantanés.

## V. BESOINS EN MATIERE DE RECONSTRUCTION ET DE RELEVEMENT

### A. Transports

73. La perturbation du mouvement des importations et des exportations a été la manifestation la plus importante des difficultés économiques qu'a connues la Zambie au cours de la période où des sanctions ont été appliquées contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans ses rapports précédents, ces difficultés se sont aggravées à la fin de l'année 1979, lorsque le régime illégal de Rhodésie du Sud a lancé des attaques contre plusieurs ponts ferroviaires et routiers, perturbant encore davantage le trafic extérieur de la Zambie. La reconstruction des ponts coûte 8,3 millions de kwacha au total; ils ont déjà tous été réparés ou reconstruits, à l'exception du pont ferroviaire de Chambeshi (les travaux seront terminés à la fin de l'année 1981) et du pont de Lufue, pour lequel les travaux n'ont pas encore commencé.

74. Les échanges commerciaux entre la Zambie et le Zimbabwe ayant repris leur cours normal après l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, la Zambie doit maintenant engager des dépenses importantes de reconstruction et de relèvement des transports, dont la capacité et l'efficacité doivent être portées au niveau requis. Le réseau des transports zambiens est en outre un élément clef du plan régional de développement des transports qui est en cours d'élaboration dans le cadre de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe.

#### 1. Chemins de fer

##### a) Zambia Railways

75. Le transport de marchandises sur les lignes de la Zambia Railways a atteint près de 5 millions de tonnes en 1980, dont 3,8 pour le trafic intérieur et 1,2 environ pour le trafic extérieur. Le cuivre a constitué la quasi-totalité du trafic d'exportation et environ 50 p. 100 du trafic intérieur.

76. La Zambia Railways dispose de 80 locomotives, dont 10 ont été obtenues récemment de la République fédérale d'Allemagne et 6 ont été louées. En outre, elle dispose de 12 locotracteurs, dont 10 sont loués, qui sont également mis en service à l'occasion sur les voies principales. A cause de la pénurie chronique de pièces de rechange, le parc n'est généralement utilisable qu'à 70 p. 100.

77. Le parc de wagons se chiffre à 9 800 unités, dont 2 000 appartiennent à des étrangers. A l'exception de 150 d'entre eux pour lesquels on attend des pièces de rechange, la plupart des wagons sont en bon état. Au cours de l'année écoulée, 500 wagons qui avaient été bloqués en Angola ont été récupérés, et 400 nouveaux wagons ont été reçus du Japon. On attend 600 autres wagons d'ici la fin de l'année 1981. Trois cents seront achetés en Suède et 50 en Belgique grâce à des fonds de la Banque mondiale. Une aide de la Communauté économique européenne (CEE) permet d'acheter 250 wagons au Zimbabwe.

78. Les 350 wagons restants, ainsi que les 10 locomotives qui ont été livrées récemment, s'inscrivent dans le projet ferroviaire de la Banque mondiale, dont le coût s'élève à environ 150 millions de kwacha et qui comprend les éléments suivants :

- Remplacement de 112 km de voies ferrées;
- Achat de 40 locomotives, avec pièces de rechange;
- Achat de 1 000 wagons, avec pièces de rechange;
- Amélioration du système de télécommunications;
- Amélioration des ateliers d'entretien;
- Services consultatifs aux niveaux supérieur et moyen et formation à tous les niveaux.

79. Outre ces apports, la Zambia Railways aura besoin de ce qui suit pour faire face à l'augmentation prévue du trafic ferroviaire :

	<u>Coût</u> (En milliers de kwacha)
a) <u>Locomotives</u>	
12 locomotives, avec pièces de rechange	12 000
b) <u>Ateliers de réparation pour les locomotives et les wagons</u>	
Rénovation et amélioration des ateliers de réparation pour les locomotives, les voitures et les wagons de Livingstone	1 000
c) <u>Parc de wagons</u>	
Achat de 300 wagons plats pour le transport de conteneurs	4 000
Achat de 800 wagons-tombereaux	32 000
Achat de 42 voitures pour le transport des passagers	14 700
Total	<u>63 700</u>

b) Tanzania/Zambia Railways (TAZARA)

80. Terminé en 1975, le réseau de la Tanzania/Zambia Railways, long de 1 860 kilomètres, relie Kapiri Mposhi en Zambie à Dar es-Salam en Tanzanie. Le réseau a été conçu pour transporter 2 millions de tonnes par an; le volume effectivement transporté en 1977/78 a atteint près de 1,3 million de tonnes. Divers problèmes se sont toutefois posés au cours de ces trois dernières années, et le trafic a diminué constamment pour n'atteindre qu'un peu plus de 0,6 million de tonnes en 1979/80. L'objectif pour 1980/81 se situe juste en deçà de 0,9 million de tonnes.

81. Le fonctionnement du réseau a surtout souffert des insuffisances de puissance motrice. En outre, des glissements de terrain ont eu lieu entre Mlimba et Makumbako après de fortes pluies. Des réparations provisoires ont été faites, mais il conviendra de procéder à un examen plus poussé des options qui s'offrent à long terme pour ce qui concerne cette partie de la ligne. La destruction de deux ponts par les forces armées du régime illégal de la Rhodésie du Sud en 1979 a également gêné temporairement le trafic. Depuis 1979, la Tanzania/Zambia Railways doit compter en outre avec la forte concurrence que lui font les entreprises de transports routiers.

82. Alors qu'au départ la ligne disposait de 85 locomotives diesel-hydrauliques fonctionnant sur les voies principales, et y a ajouté 12 autres locomotives par la suite, seules 37 locomotives sont actuellement en état de marche. En outre, en avril 1981, on ne pouvait disposer en moyenne que de 20 locomotives par jour, en raison surtout des pannes et de la pénurie de pièces de rechange. Le temps de rotation sur le réseau est actuellement d'une vingtaine de jours, ce qui représente une légère amélioration par rapport à l'année dernière, mais reste néanmoins bien le double de l'objectif de 10 jours qui a été retenu. Si on y ajoute le temps de rotation de 15 jours de la Zambia Railways entre Kapiri Mposhi et les points de départ ou d'arrivée à l'intérieur de la Zambie, le temps de rotation total de 35 jours reste excessif.

83. La Tanzania/Zambia Railways prévoit de changer les moteurs de 40 locomotives du parc initial; deux prototypes sont déjà à l'essai. On est en train d'acheter 14 nouvelles locomotives qui seront livrées à la fin de l'année 1981. Sept de ces locomotives sont payées par la Zambie, grâce à un prêt de 7,5 millions de deutsche marks obtenu de la République fédérale d'Allemagne à des conditions favorables.

84. La Tanzania/Zambia Railways a besoin des investissements supplémentaires ci-après :

Milliers de kwach

Locomotives

Placement de nouveaux moteurs sur 40 locomotives	8 207
Achat de 11 nouvelles locomotives	6 160

Wagons

Achat de 120 nouveaux wagons	5 346
------------------------------	-------

Matériel et machines

1 bourroir	286
2 grues pour chemin de fer	643
1 tour pour train de roues	76

Total 20 718

85. Le Gouvernement australien a accepté de procéder à une étude de l'état ballast de la voie entre Mlimba et Makumbako, qui coûtera environ 1,5 millions de kwacha.

2. Transports routiers

86. Les transports routiers internationaux de la Zambie sont assurés par la Zambia-Tanzania Road Services, pour les marchandises à destination de Dar es Salaam et par Contract Haulage Ltd., pour toutes les autres destinations, à savoir le Zimbabwe, le Botswana, le Mozambique et le Malawi. La United Bus Company assure le transport des passagers par cars et par taxis.

a) Zambia-Tanzania Road Services (Services routiers Zambie-Tanzanie)

87. Depuis l'année dernière, la Zambia-Tanzania Road Services a acheté 100 véhicules et en a remplacé 22 autres; elle disposait d'un parc de 453 véhicules à la fin du premier semestre de 1981. Les quantités de marchandises transportées ont été les suivantes :

Tableau 9

Tonnage transporté par les Zambia-Tanzania Road Services

	<u>1978/79</u>	<u>1979/80</u>	<u>1980/81</u>
Exportations	202 000	181 000	173 000
Importations	<u>187 000</u>	<u>167 000</u>	<u>139 000</u>
Total	<u><u>389 000</u></u>	<u><u>348 000</u></u>	<u><u>312 000</u></u>

88. Il y a plusieurs raisons à la diminution du trafic routier sur la route de Dar es-Salam. Il y a eu une augmentation du volume des marchandises transitant par le Zimbabwe, mais le volume réel des importations a baissé par suite du manque de devises. En outre, la manutention des marchandises zambiennes à Dar es-Salam a été interrompue pendant trois semaines à la fin de 1980. Enfin, le nombre de véhicules en état de marche est peu élevé, à cause de la vétusté du parc et des difficultés rencontrées pour obtenir les devises nécessaires pour acheter des pièces de rechange. L'achat de matériel et de fournitures à l'extérieur de la Zambie a posé des problèmes, même avec des lettres de crédit en bonne et due forme, les fournisseurs ayant été impressionnés par l'augmentation des arriérés de paiements de la Zambie au titre de sa dette extérieure.

89. Au cours des dernières années, un déséquilibre est apparu entre le nombre de camions et celui des remorques. Les besoins actuels des Zambia-Tanzania Road Services sont les suivants :

Milliers de kwacha

Véhicules

75 camions	4 140
100 remorques	3 000

Ateliers de réparation

Améliorations des ateliers à Kitwe	50
Améliorations des ateliers à Dar es-Salam	<u>50</u>

Total	<u><u>7 240</u></u>
-------	---------------------

b) Contract Haulage Ltd.

90. La compagnie Contract Haulage Ltd. transporte les cargaisons solides et liquides sur les réseaux intérieur et international. Depuis l'accession du Zimbabwe à l'indépendance et la réouverture de la frontière, elle participe sur une base de réciprocité au transport routier sur toutes les routes internationales du sud. Le trafic augmente rapidement. Les caractéristiques techniques des véhicules de la Contract Haulage sont conformes aux réglementations en vigueur pour les transports routiers en Tanzanie, au Malawi et au Mozambique, mais malheureusement, les restrictions imposées à la charge par essieu au Zimbabwe et au Botswana posent des problèmes. Contract Haulage a décidé pour l'immédiat de procéder aux modifications nécessaires de son matériel, mais devra par la suite acheter de nouveaux véhicules pour satisfaire aux réglementations. Le trafic de conteneurs augmentant, elle envisage en outre de s'équiper en conséquence.

91. Le parc actuel comprend 320 engins de traction semi-remorques et camions rigides, ainsi que 320 remorques. Au cours des 12 mois écoulés jusqu'en mars 1981, 36 300 tonnes ont été transportées sur le réseau international et 194 000 tonnes sur le réseau intérieur.

92. Les besoins de Contract Haulage sont les suivants :

Milliers de kwacha

Engins de traction semi-remorques et camions rigides

Lots de remise en état pour 30 unités (pièces de rechange et éléments)	300
40 nouveaux véhicules, de types divers	2 400

Remorques

Lots de remise en état pour 16 remorques (pièces de rechange et éléments)	64
16 nouvelles remorques (de remplacement)	448
160 nouvelles remorques, de divers types, pour équilibrer le rapport entre le nombre d'engins tracteurs et celui de remorques	5 120

Milliers de kwacha

Matériel de transport

Engin lourd de traction (400 CV)	200
Chargeur hydraulique (80 tonnes)	120
Grue mobile (35 tonnes)	280
Grue mobile (20 tonnes)	210
10 élévateurs à fourche, de divers types, d'une capacité moyenne de 3,5 tonnes	250

Matériel nécessaire aux ateliers

Divers	200
Total	<u>9 592</u>

c) United Bus Company

93. Deux nouvelles lignes internationales ont été inaugurées l'année dernière, à savoir Lusaka-Salisbury (Zimbabwe) et Lusaka-Lilongwe (Malawi). En 1980, la United Bus Company a transporté 60,6 millions de passagers sur 613 millions de kms-passagers, avec un parc automobile de 445 unités en moyenne.

94. Pour pouvoir participer effectivement au transport de touristes et d'autres passagers dans la région et répondre à la demande dans ce secteur, la United Bus Company a besoin de 16 autocars et de 131 autobus urbains et interurbains.  
 Le coût en est :

Milliers de kwacha

Pour l'achat de 16 autocars	1 536
Pour l'achat de 131 bus	8 384
Total	<u>9 920</u>

95. Quant aux ateliers de réparation, il a été possible de répondre aux besoins, identifiés dans les rapports précédents, grâce à une assistance des Pays-Bas.



### 3. Transports aériens

96. La Zambia Airways a subi des pertes considérables au cours des deux dernières années. Un certain nombre de lignes peu rentables ont été éliminées, tandis que d'autres plus rentables ont été établies. On prévoit d'acquérir un parc d'appareils de faible capacité (20 passagers) qui desserviront les lignes intérieures peu fréquentées, d'acheter encore un avion à réaction de capacité moyenne pour les vols régionaux et, éventuellement, un avion à réaction de grande capacité pour les lignes intercontinentales. Le coût de ce programme d'équipement s'élèverait à environ 90 millions de kwacha. En outre, il faut renforcer l'infrastructure technique ainsi que les installations d'entretien journalier, et améliorer la formation de la main-d'oeuvre à un coût estimatif de 47,5 millions de kwacha.

### B. Télécommunications

97. Les services de télécommunication entre la Zambie et le Zimbabwe qui existent à l'heure actuelle sont insuffisants; les installations ont en outre été endommagées pendant les hostilités. Il faut également améliorer les liaisons avec la Tanzanie et le Malawi. Les besoins sont les suivants :

	<u>Milliers de kwacha</u>
<u>Liaisons avec le Zimbabwe</u>	
Liaison HF via Chirundu	400
Liaison UHF : Siavonga-Lusaka (via Kariba et Karoi)	200
Modernisation de la capacité actuelle de commutation téléphonique	200
Extension des services de télex	100
<u>Installations endommagées pendant les hostilités</u>	
Centraux des zones rurales et installations connexes UHF/VHF dans les régions de la frontière avec le Zimbabwe	1 500
<u>Améliorations des télécommunications avec la Tanzanie et le Malawi</u>	
Liaison micro-ondes avec la Tanzanie	150
Liaison micro-ondes avec le Malawi	150
Total	<u>2 700</u>

C. Relèvement de l'agriculture et autres projets  
dans les régions frontalières

98. Au cours des sept années qui ont précédé l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, le développement agricole de la Zambie a été affecté par les attaques armées, l'insécurité dans les régions frontalières et les problèmes de transport. Le Zimbabwe étant maintenant indépendant, il faut d'urgence, sous réserve des ressources intérieures et extérieures disponibles, prendre les mesures de relèvement et mettre en oeuvre les projets de développement des secteurs agricoles et autres dans les régions frontalières qui avaient dû être retardés à cause des hostilités.

1. Projets de mise en valeur des ressources en eau

a) Projet hydrographique - Kariba North, district de Gwembe

99. Ce projet, qui avait été interrompu en raison des hostilités, a été relancé en avril 1981; on pense que les consultants hollandais auront terminé les analyses géologiques, les études topographiques et les plans de construction pour les 15 barrages dans les 12 à 15 mois à venir. Les Pays-Bas fournissent une assistance, mais il faudra un montant supplémentaire de 2,9 millions de dollars pour l'achat de machines et pour la création d'unités de construction.

b) Projets d'approvisionnement en eau - Luangwa et Chirundu

100. Les installations d'approvisionnement en eau aux points susmentionnés ont été gravement endommagées; il faudra une aide extérieure d'un montant de 1,2 million de dollars pour les remettre en état.

c) Programme d'approvisionnement en eau - district de Sesheke

101. Ce projet s'intègre dans le programme d'approvisionnement en eau de la province de l'ouest, qui est en cours d'exécution et pour lequel la Zambie reçoit une assistance de l'Agence norvégienne de développement international (NORAD).

2. Projets de lutte contre les maladies du bétail

102. La pleuropneumonie bovine infectieuse, endémique en Angola, a été importée en Zambie en 1970. Les mesures prises depuis lors pour enrayer la maladie en Zambie sont les suivantes : a) identification et abattage des animaux infectés, b) mise en place d'un cordon sanitaire pour empêcher l'entrée de tout bétail en provenance de l'Angola et c) vaccination annuelle du bétail zambien élevé dans la zone située entre la frontière et le cordon sanitaire. Par suite de la détérioration des conditions de sécurité dans la région frontalière, il est devenu dangereux de patrouiller le cordon sanitaire et, en 1979 et en 1980, on a découvert des cas de pleuropneumonie bovine active loin à l'intérieur du pays. Il faudra une assistance internationale pour remettre le cordon sanitaire en état une fois que l'ordre sera rétabli dans la région.

103. Une épidémie de fièvre aphteuse s'est déclarée près de Mwandu dans le district de Sesheke en octobre 1980. On pense que des contacts avec du bétail infecté de la bande de Caprivi sont à l'origine de cette épidémie. L'épidémie de Mwandu est la quatrième en six ans sur la rive septentrionale du Zambèze entre Livingstone et Sesheke. On prévoit de prendre des mesures pour débarrasser la région de cette maladie, avec l'assistance promise par la France.

### 3. Réparation et remplacement de bâtiments et de matériel

104. Les besoins en matière de réparation et de remplacement de bâtiments et de matériel ont été exposés en détail dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/35/208-S/13924, annexe, section V.C); le coût total de cette entreprise avait été estimé à environ 2,2 millions de dollars (1,9 million de kwacha).

105. Le gouvernement a informé la mission qu'en utilisant ses propres ressources, la Zambie avait achevé la reconstruction du poste de police, d'immigration et de douane de Chirundu (750 000 kwacha), du poste de police, d'immigration et de douane de Kazungula (133 000 kwacha), ainsi que la remise en état de l'école secondaire de Sesheke (500 000 kwacha). Outre ces grands projets, les collectivités de plusieurs localités ont, dans le cadre de programmes d'auto-assistance, réparé un certain nombre de bâtiments scolaires, d'églises et d'autres bâtiments publics.

106. Il faudra encore une assistance pour les projets ci-après qui étaient proposés dans le rapport précédent :

	<u>Kwacha</u>	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Remplacement des vedettes rapides des services de police et d'immigration	123 000	144 400
Remplacement de cinq véhicules de patrouille frontalière	35 000	40 800
Téléphone, électricité, eau, télécommunications et barrières aux postes de douane	94 000	110 000

107. En outre, des bâtiments ont besoin d'être réparés à Katima Mulilo.

#### 4. Routes et ponts

108. Le réseau routier de la Zambie a été mis à rude épreuve pendant l'interruption du trafic habituel sur le réseau ferroviaire du sud. Certaines routes principales - celle qui relie le Botswana à la Zambie via Livingstone, par exemple - ont été endommagées par des poids lourds et des véhicules trop chargés. Qui plus est, certaines routes, comme celle de Kafue à Chirundu, qui est la plus courte pour aller à Salisbury, n'ont pas pu être entretenues pendant les hostilités et se détériorent rapidement depuis la reprise de la circulation, à nouveau intense. En outre, les routes secondaires et de desserte n'ont pu être correctement entretenues à cause de l'insuffisance des fonds et du matériel. Enfin, il faut retirer les mines posées dans la région frontalière. Les travaux ont déjà commencé dans les régions de Gwembe-Siyavonga et de Chirundu dans la province du sud, et on prévoit de commencer les opérations dans le district de Luangwa dans la province de Lusaka, dans le district de Sesheke et dans d'autres régions frontalières de la province de l'ouest. On ne connaît pas encore le coût estimatif des projets susmentionnés. Toutefois, le gouvernement accueillerait favorablement une assistance extérieure adéquate, en espèces et en nature, pour les exécuter.

109. Plusieurs ponts importants ont également été détruits par les forces armées du régime illégal de la Rhodésie du Sud en 1979. Le coût total de la reconstruction de tous les ponts endommagés pour laquelle il faudra une assistance extérieure est estimé à environ 9,7 millions de dollars.

VI. PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

110. La Zambie a reçu une assistance d'un certain nombre de sources. Toutefois, on continue à chercher des sources d'assistance pour un certain nombre de projets qui avaient déjà été identifiés dans les rapports précédents.

A. Assistance internationale à certains projets de développement

111. Le dernier rapport du Secrétaire général (A/35/208-S/13924) contenait une liste des projets et programmes de développement à long terme qui faisaient partie du troisième plan national de développement de la Zambie (1979-1983). Le tableau ci-dessous décrit les projets pour lesquels une assistance reste nécessaire.

Tableau 10

Etat d'avancement actuel des projets de développement urgents

Projets et assistance requis	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
(En milliers de dollars E.-U.)		
A. <u>Projets de développement rural</u>		
1. <u>Programme intégré d'élevage porcin</u>		
Création de deux stations d'élevage porcin à Choma et Kabompo respectivement pour encourager les petits agriculteurs à améliorer leurs techniques de production porcine par la vulgarisation et des conseils en matière de coordination	En cours	Déjà financé; aucun financement supplémentaire n'est demandé
2. <u>Projet de production laitière en milieu rural</u>		
Amener chaque année 25 nouveaux petits producteurs laitiers à participer au projet en leur fournissant le bétail, les matériaux de construction, l'équipement de base et des services de vulgarisation	En cours	650

Tableau 10 (suite)

Projets et assistance requis	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
(En milliers de dollars E.-U.)		
3. <u>Pépinière d'arbres fruitiers</u>		
Exploitation optimale des installations existantes pour la production et la vente de plants d'agrumes par les pépinières provinciales	En cours	Déjà financé; aucun financement supplémentaire n'est demandé
4. <u>Développement de la culture de l'anacardier</u>		
Créer, dans la province occidentale, une plantation d'anacardiens rentable pour satisfaire aux besoins d'une usine de traitement de la noix de cajou à Mongu	En cours	50
5. <u>Projets provinciaux d'élevage porcin</u>		
Créer, dans tous les instituts agricoles provinciaux, des sections d'élevage destinées à satisfaire à la demande toujours plus grande d'animaux reproducteurs	En cours	650 (Des fonds ne sont pas demandés dans l'immédiat)
6. <u>Station centrale de recherche vétérinaire</u>		
Mener à bien les travaux déjà entrepris en vue de la création d'une station centrale de recherche vétérinaire	En cours	930 (Travaux requis en cours)
7. <u>Zambia Cattle Development (Ltd.)</u>		
Faciliter l'implantation d'un organisme parapublic pour toutes les laiteries rurales dont le financement était précédemment assuré exclusivement par le gouvernement	En cours	18 750

Tableau 10 (suite)

Projets et assistance requis	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
(En milliers de dollars E.-U.)		
8. <u>Usine de traitement de la viande de porc de Chipata</u>		
Créer une usine de traitement de la viande de porc à Chipata	Prêt à démarrer	Entièrement financé
9. <u>Zambia Farm Development</u>		
Aider à la création d'un organisme parapublic pour les exploitations agricoles dont le financement était précédemment assuré exclusivement par le gouvernement	Prêt à démarrer	5 000
10. <u>Afe Ltd. (Projet de tracteurs "tinkabi")</u>		
Fabrication de tracteurs simples de faible puissance pouvant être utilisés par les petits exploitants	Projet arrêté	---
11. <u>Dairy Produce Board (Expansion de l'exploitation laitière)</u>		
Accroître le bétail de l'exploitation	En cours	625
12. <u>Zambia Horticultural Products Ltd.</u>		
Aider la nouvelle entreprise (créée en 1978) dont les activités couvrent la commercialisation et le traitement de produits horticoles en créant :		
a) Des mûrisseries pour les bananes; b) Des entrepôts, des chambres froides et d'autres installations de traitement	Prêt à démarrer	7 500

Tableau 10 (suite)

Projets et assistance requis	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
(En milliers de dollars E.-U.)		
13. <u>Lint Company of Zambia</u>		
Aider l'entreprise récemment créée et dont les activités comprendront la commercialisation et le traitement du coton, par la construction d'entrepôts et par l'achat de véhicules, de machines et d'équipement	Prêt à démarrer	Déjà financé grâce à une assistance de la CEE
14. <u>Conditionnement de la cire d'abeille</u>		
Créer une usine de cire d'abeille à Mwekera	Prêt à démarrer	105
15. <u>Production de charbon de bois</u>		
Lancer la production à grande échelle de charbon de bois en faisant appel à des techniques suffisamment avancées pour satisfaire aux besoins toujours croissants des grandes villes	Prêt à démarrer	135
16. <u>Programme de magasinage du "NAMBOARD"</u>		
Assurer le magasinage du maïs et des engrais en construisant des entrepôts permanents dans des centres choisis de toutes les provinces	Prêt à démarrer	Déjà financé grâce à une assistance du Canada
17. <u>Projets supplémentaires</u>		
Office de l'entreposage frigorifique (CSB) : fabrication de colle industrielle comme sous-produit de l'abattoir du CSB	Prêt à démarrer	130



Tableau 10 (suite)

Projets et assistance requis	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
(En milliers de dollars E.-U.)		
18. <u>Projets d'irrigation</u>		
Mise en oeuvre de projets pilotes d'irrigation de moyenne envergure dans les districts, pour montrer aux cultivateurs les techniques d'irrigation	Etudes de faisabilité en cours	9 000
19. <u>Lutte contre la trypanosomiase et la mouche tsé-tsé</u> : défrichage de 44 500 km <sup>2</sup> de terres destinées à l'agriculture dans les régions où la présence de la mouche tsé-tsé freine le développement	En cours	24 500 (urgent)
20. <u>Laboratoires de diagnostic régionaux et de district</u> - création de laboratoires de diagnostic provinciaux et de district pour diagnostiquer rapidement les maladies des animaux	En cours	6 500
21. <u>Construction de cuves de bains antiparasitaires</u>		
Construction de cuves et d'installations de bains antiparasitaires dans les régions où le bétail est infesté de maladies, en particulier de maladies de la peau (senkobo) et autres maladies transmises par les tiques	En cours	11 500
22. <u>Approvisionnement en eau (national)</u>		
Nouveaux travaux et amélioration de l'approvisionnement en eau des municipalités et des districts		19 400

Tableau 10 (suite)

Projets et assistance requis	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
(En milliers de dollars E.-U.)		
<u>23. Plans d'aménagement des bassins fluviaux et prises d'eau</u>		
Construction de barrages et de puits dans les zones rurales pour obtenir un approvisionnement en eau pour les usages domestiques, l'élevage et l'irrigation		5 800
<u>B. Projets industriels utilisant des matières premières locales</u>		
<u>24. Projet de distillerie et usine de fabrication de levure fourragère remplacé par projet d'usine de combustible alcool-éthanol</u>	Etude de faisabilité achevée	Pas encore connu
25. Production de pâte et de papier Kraft	Etude de faisabilité achevée	125 000
26. Usine d'acide sulphurique	Partiellement financé	27 000
27. Usine de transformation du cuivre (feuilles de cuivre)	Prêt pour l'étude de faisabilité	Pas encore connu
28. Projet de céramique		10 700 Financé
<u>C. Nouveaux projets</u>		
29. Usine de bicyclettes de Chipata	En cours d'exécution	9 400
30. Usine de traitement du maïs de Kitwe	Partiellement financé	10 500

/...

B. Liste de projets supplémentaires

112. Le gouvernement a également prié la mission d'attirer l'attention de la communauté internationale sur une liste supplémentaire de projets pour lesquels il cherche un appui international. Cette liste comprend des projets pour lesquels le gouvernement souhaitait utiliser son chiffre indicatif de planification du PNUD pour la période 1982-1986, mais s'est rendu compte que les fonds disponibles étaient insuffisants.

113. Les projets sont énumérés ci-dessous. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès du Gouvernement zambien.

	<u>Durée</u>	<u>Coût estimatif</u> <u>Dollars</u>
A. <u>Agriculture, sylviculture et pêche</u>		
1. Programme national de développement de l'élevage ovin et caprin		680 000
2. Amélioration de l'agriculture traditionnelle		1 220 000
3. Centre de formation pour l'utilisation des sous-produits de l'élevage (cuirs et peaux)	2 ans	450 000
4. Formation dans le domaine du crédit agricole	2 ans	340 000
5. Service de vulgarisation de la sylviculture dans les zones rurales et développement agricole		346 900
6. Planification de la recherche adaptative (province de Luapula)	3 ans	945 000
7. Renforcement de l'aménagement forestier		237 300
8. Vulgarisation de l'entreposage des céréales dans les villages		100 000
9. Activités de recherche-développement sur les céréales et les légumineuses	3 ans	1 014 400

	<u>Durée</u>	<u>Coût estimatif</u> <u>Dollars</u>
10. Activités de recherche-développement sur le bétail		
- Phase I		520 000
- Phase II		2 620 000
11. Planification et développement en vue de l'accroissement de la production de poisson	3 mois	802 200
12. Développement des industries forestières	3 ans	564 300
13. Conservation et développement de la faune sauvage de la vallée de la Luangwa	3 ans	272 000
14. Conception et établissement d'un service d'expérimentation sur les bois plaqués et contre-plaqués		728 000
15. Mise au point de types de maïs résistant aux insectes et aux maladies	5 ans	791 000
16. Culture des arbres sauvages produisant des fruits comestibles	4 ans	812 300
17. Formation à l'Institut zambien de santé animale	4 ans	1 800 000
18. Renforcement et développement du Service des scieries; recherche sur les produits forestiers		740 000
19. Renforcement et développement des activités de formation et de démonstration relatives à la fabrication de scies		638 000
20. Remise en état du matériel et des machines existants	12 mois	685 000
21. Renforcement du Département des forêts grâce à l'octroi de bourses		800 000

	<u>Durée</u>	<u>Coût estimatif</u> <u>Dollars</u>
22. Rationalisation de l'utilisation des terres dans les réserves de gibier		145 000
23. Etude sur la distillation du bois	3 mois	63 000
24. Réalisation d'une étude écologique dans la réserve de gibier du bas Zambèze		75 000
<b>B. <u>Industrie</u></b>		
1. Création d'un Centre africain de développement des industries de l'argile	2 1/2 ans	387 200
2. Centre de formation et de production pour les réfugiés	1 an	750 000
<b>C. <u>Problèmes généraux, politique et planification du développement</u></b>		
1. Assistance à l'Institut de planification et de gestion		672 000
<b>D. <u>Ressources naturelles</u></b>		
1. Renforcement de la capacité de la Commission des matières premières et des minéraux réglementés		1 217 000
2. Activités de recherche sur les ressources en eau (suivi du projet NORAD/UNESCO qui a été achevé)		n/c
3. Amélioration de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales des provinces de Luapula et du Nord	3 ans	1 384 000
<b>E. <u>Transports et communications</u></b>		
1. Assistance aux programmes de formation en aviation civile et d'amélioration des aéroports	30 mois	1 081 000

	<u>Durée</u>	<u>Coût estimatif</u> <u>Dollars</u>
2. Formation dans le domaine des télécommunications	2 ans	586 000
3. Formation de trois ingénieurs pour le Service des télécommunications		n/c
4. Liaison de télécommunications entre la Zambie et le Zimbabwe	2-3 mois	100 000

F. Santé

1. Soins de santé primaires		n/c
2. Adduction d'eau		n/c
3. Lutte contre la pollution industrielle - phase II		n/c

G. Education

1. Assistance dans le domaine de l'élaboration et de l'utilisation des données de fait - indicateurs économiques pour l'analyse et la planification	3 ans	40 000
2. Etablissement d'un service national d'évaluation des projets et programmes sociaux et formation de fonctionnaires dans le domaine des méthodes d'évaluation	3 ans	400 000
3. Intégration des femmes au processus de développement		n/c

H. Emploi

1. Formation professionnelle et artisanale pour les jeunes des zones rurales et du secteur urbain parallèle		n/c
2. Formation en hôtellerie et tourisme		n/c

	<u>Durée</u>	<u>Coût estimatif</u> <u>Dollars</u>
3. Assistance au Service des industries villageoises		n/c
4. Programme à forte intensité de main-d'oeuvre de construction et d'entretien des routes rurales		n/c
5. Travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre		n/c
6. Suivi de la deuxième mission de la JASPA		n/c
7. Intégration des femmes dans les coopératives		n/c
8. Assistance préparatoire aux coopératives de pêche		n/c
9. Apprentissage et formation par le système modulaire		n/c
10. Création d'une division du Service national de l'emploi au sein du Ministère du travail		n/c
11. Etude sur les coopératives du bâtiment (construction)		n/c

I. Science et technologie

1. Renforcement des services de protection contre les rayonnements en Zambie	3 ans	n/c
2. Assistance au développement de la capacité nationale de la Zambie en ce qui concerne les installations d'essais de matériaux	3 mois	n/c
3. Assistance en vue de renforcer le Groupe de recherche sur les ressources en eau du Conseil national de la recherche scientifique, en vue de l'exécution d'un projet sur les ressources en eau	3 ans	n/c

	<u>Durée</u>	<u>Coût estimatif</u> <u>Dollars</u>
4. Assistance au Ministère de l'industrie et au Conseil national de la recherche scientifique en matière de transfert de technologie		n/c
5. Renforcement des services météorologiques zambiens	3 1/2 ans	707 000
6. Amélioration des cours scientifiques à l'intention des jeunes qui quittent l'école	5 ans	n/c
7. Cours de recyclage en sciences et en mathématiques pour les enseignants des écoles secondaires	5 ans	n/c
8. Amélioration de l'enseignement des sciences et des mathématiques dans les écoles	5 ans	1 377 000

-----